



## RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

### ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

---

**ACCORD CADRE POUR LA FOURNITURE ET LA  
LIVRAISON DE PIÈCES DÉTACHÉES ET  
PRESTATIONS DE MAINTENANCE DE POIDS  
LOURDS DE MARQUE MERCEDES OU ÉQUIVALENT  
POUR LES BESOINS DU CONSEIL  
DÉPARTEMENTAL- 3 LOTS**

---

Date et heure limites de réception des offres :

---

---

Mardi 2 août 2022 à 17:00

**Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône**  
**SAM-MG**  
Hôtel du Département  
52 avenue de Saint Just  
13256 MARSEILLE CEDEX 20  
Tél : 0413313206

## SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation.....	3
1.1 - Objet .....	3
1.2 - Mode de passation .....	3
1.3 - Type et forme de contrat.....	3
1.4 - Décomposition de la consultation.....	3
1.5 - Nomenclature.....	4
1.6 - Renouvellement .....	4
2 - Conditions de la consultation.....	4
2.1 - Délai de validité des offres .....	4
2.2 - Compléments à apporter au C.C.A.P.....	4
2.3 - Forme juridique du groupement .....	4
2.4 - Variantes .....	4
3 - Conditions relatives au contrat .....	5
3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution .....	5
3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement .....	5
4 - Contenu du dossier de consultation .....	5
5 - Présentation des candidatures et des offres .....	6
5.1 - Documents à produire.....	6
6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis.....	8
6.1 - Transmission électronique .....	9
6.2 - Transmission sous support papier.....	9
7 - Examen des candidatures et des offres .....	10
7.1 - Sélection des candidatures .....	10
7.2 - Critères de jugement des candidatures .....	10
7.3 - Attribution des accords-cadres .....	10
7.4 - Suite à donner à la consultation .....	12
8 - Renseignements complémentaires.....	13
8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact.....	13
8.2 - Procédures de recours .....	13
9 - Clauses complémentaires.....	13

# 1 - Objet et étendue de la consultation

## 1.1 - Objet

La présente consultation concerne :

ACCORD CADRE POUR LA FOURNITURE ET LA LIVRAISON DE PIÈCES DÉTACHÉES ET PRESTATIONS DE MAINTENANCE DE POIDS LOURDS DE MARQUE MERCEDES OU EQUIVALENT POUR LES BESOINS DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL- 3 LOTS

Pour mener à bien ses missions, le CD13 est doté d'engins et de matériels, affectés au sein de ses différents services.

Les prestations, objets de la présente consultation, concernent la fourniture et la livraison de pièces détachées ainsi que la maintenance des poids lourds affectés à l'entretien des routes départementales. Les pièces détachées seront soit des pièces « de monte d'origine », soit des « pièces de rechange de qualité équivalente » en référence aux standards officiels, établis par la Directive 2007/46/CE du Parlement Européen et du Conseil du 5/9/2007, établissant un cadre pour la réception des véhicules à moteur, de leurs remorques et des systèmes, des composants et des entités techniques destinés à ces engins.

Les consommations annuelles moyennes sont indiquées à l'article 9 du R.C.

Lieu(x) d'exécution : Les livraisons se feront sur l'un des sites du Département des Bouches-du-Rhône dont la liste est jointe en annexe, et seront précisées lors de l'émission des commandes.

Service Gestionnaire : Direction des Routes et des Ports/Service Maintenance Atelier,  
168 Avenue de Saint Menet, 13011 Marseille

## 1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

## 1.3 - Type et forme de contrat

L'accord-cadre avec minimum et maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande. Chaque accord-cadre sera attribué à un seul opérateur économique.

## 1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 3 LOTS géographiques distincts :

Lot(s)	Désignation
1	MARSEILLE - PIÈCES ET MAINTENANCE POUR POIDS LOURDS DE MARQUE MERCEDES ou EQUIVALENT- Montant annuel HT minimum de 1 500,00 euros et maximum de 10 000,00 euros
2	LAMBESC - PIÈCES ET MAINTENANCE POUR POIDS LOURDS DE MARQUE MERCEDES ou EQUIVALENT- Montant annuel HT minimum de 1 500,00 euros et maximum de 10 000,00 euros
3	ARLES - PIÈCES ET MAINTENANCE POUR POIDS LOURDS DE MARQUE MERCEDES ou EQUIVALENT- Montant annuel HT minimum de 1 500,00 euros et maximum de 10 000,00 euros

Chaque lot fera l'objet d'un accord-cadre.

## Forme de prix :

Les marchés sont passés à prix unitaires.

Les candidats peuvent soumissionner pour un lot, plusieurs lots ou l'ensemble des lots.

### 1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code	Description	Code	Code	Code
34300000-0	Pièces détachées et accessoires pour véhicules et moteurs de véhicules			
50114000-7	Services de réparation et d'entretien de camions			

Lot(s)	Code	Description	Code	Code	Code
1	34300000-0	Pièces détachées et accessoires pour véhicules et moteurs de véhicules			
	50114000-7	Services de réparation et d'entretien de camions			
2	34300000-0	Pièces détachées et accessoires pour véhicules et moteurs de véhicules			
	50114000-7	Services de réparation et d'entretien de camions			
3	34300000-0	Pièces détachées et accessoires pour véhicules et moteurs de véhicules			
	50114000-7	Services de réparation et d'entretien de camions			

### 1.6 - Renouvellement

Il s'agit d'un accord-cadre renouvelable en raison du caractère récurrent des prestations.

L'accord-cadre pourrait être renouvelé en 2026.

## 2 - Conditions de la consultation

### 2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 6 mois à compter de la date limite de réception des offres.

### 2.2 - Compléments à apporter au C.C.A.P

Les candidats n'ont pas à apporter de compléments au Cahier des Clauses Administratives Particulières.

### 2.3 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire de l'accord-cadre.

### 2.4 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

### **3 - Conditions relatives au contrat**

#### **3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution**

La durée du contrat est fixée au C.C.A.P.

#### **3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) de l'accord-cadre seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

### **4 - Contenu du dossier de consultation**

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC) et son annexe 1 "Procédure pour la remise des offres par voie électronique"
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) de chaque lot
- Le détail quantitatif estimatif (DQE) de chaque lot
- Le cadre du mémoire technique de chaque lot à remplir (permettant de vérifier la conformité des offres)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) à accepter sans modification ni rature et réserve.
- Annexe1 au CCAP : modalités de fixation et de variation des prix
- La liste des Poids lourds appartenant au CD13 et concernés par les prestations de ce marché
- 1 Formulaire DC1 en vigueur au 01/04/2019
- 1 formulaire DC2 en vigueur au 01/04/2019
- Liste des moyens humain et matériels des 3 dernières années
- Liste des références des 3 dernières années
- Liste des travailleurs étrangers.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le marché peut être consulté et téléchargé dans sa totalité sur la plate-forme des Marchés Publics du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône à l'adresse suivante : <https://marches.departement13.fr>.

Le CD13 précise qu'il collecte les données à caractère personnel des candidats téléchargeant le DCE du présent marché. Le téléchargement du DCE vaut accord pour la réutilisation des données collectées dans le cadre de la stratégie achat du CD13, notamment pour la constitution d'une base de données fournisseurs. Ces données sont les suivantes : nom, numéro de téléphone et mail du contact. En cas d'opposition à ce traitement, merci d'adresser un mail à : [dpo13@departement13.fr](mailto:dpo13@departement13.fr)

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## 5 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français pour l'ensemble des documents remis.

### 5.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Formulaire DC1 (lettre de candidature) et Formulaire DC2 (déclaration du candidat) ou Document Unique de Marché Européen (D.U.M.E.)	Non
Le candidat doit indiquer être inscrit sur un registre professionnel	Non

Dans le cas où le candidat souhaite avoir recours aux capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, **notamment un sous-traitant**, il devra obligatoirement renseigner la rubrique **H** du **DC2** (ou la rubrique C de la partie II du DUME). Il devra justifier des capacités de ce ou ces opérateurs économiques en produisant les documents mentionnés dans les tableaux ci-dessous.

Il apportera la preuve qu'il disposera des capacités de ce ou ces opérateurs économiques pour l'exécution du marché.

En cas de sous-traitance, la production du DC4 en pièce de l'offre sera considérée comme suffisante. Dans les autres cas, cette preuve peut être rapportée par tout moyen et notamment par un engagement écrit de l'opérateur économique sur les capacités desquelles le candidat s'appuie.

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Niveau	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles		Non
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels		Non

Si pour une raison justifiée (notamment pour les sociétés nouvellement créées), l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par

l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié.

Renseignements concernant les références professionnelles et/ou qualifications professionnelles de l'entreprise :

Libellés	Niveau	Signature
Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, l'année et le destinataire.		Non
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat		Non

Le candidat peut justifier de ses capacités techniques et professionnelles par tout autre moyen.

Pour présenter leur candidature, **les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat)**, soit le Document Unique de Marché Européen (DUME). *Dans le cas où les candidats se présenteraient sous la forme d'un groupement, il est recommandé de renseigner un seul formulaire DC1. Chaque membre du groupement peut, toutefois, remplir un formulaire DC1 : le dossier de candidature sera alors constitué d'autant de formulaires DC1 que de membres du groupement. Dans ce cas, il appartient à chacun des membres de renseigner, de manière identique, les rubriques qui concernent le groupement dans son ensemble, notamment celle relative à la désignation du mandataire.*

*Si le groupement est désigné attributaire, le mandataire devra fournir un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation.*

**Si le candidat est une société nouvellement constituée, il devra indiquer la dénomination et l'adresse de l'organisme duquel sa demande d'inscription est en cours et être en mesure de fournir les pièces justifiant cette demande (extrait Kbis par exemple). Il devra fournir toute information permettant de justifier de ses capacités techniques et financières.**

En application de l'article R2142-25 du Code de la commande publique, l'appréciation des capacités d'un groupement d'opérateurs économiques est globale. Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des capacités requises pour exécuter le marché public.

#### **DOCUMENT UNIQUE DE MARCHÉ EUROPEEN (D.U.M.E.)**

En application de l'article R2143-4 du Code de la commande publique, **l'acheteur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un Document Unique de Marché Européen (DUME)**, en lieu et place des documents DC1 et DC2 et leurs multiples annexes réclamées, **rédigé en français conformément au modèle fixé par le règlement d'exécution de la Commission Européenne du 05/01/2016 (UE-2016/7)**,

Le DUME est disponible en version électronique au format .xml. permettant de renseigner le document e-DUME directement sur un des deux sites web :

<https://ec.europa.eu/tools/espd/filter?lang=f>

<https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>

Il doit être dûment rempli par une personne habilitée à engager la société.

**Un DUME doit être remis par lot.**

Si l'opérateur économique, et ses éventuels cotraitants ou sous-traitants utilisent le DUME, toutes les informations exigées au titre des DC1 et DC2 devront être obligatoirement renseignées.

**L'opérateur économique, et ses éventuels cotraitants ou sous-traitants ne sont pas dispensés de remplir les sections A, B et C de la partie IV « critères de sélection ».**

Un opérateur économique qui recourt aux capacités d'une ou de plusieurs autre entités (y compris un sous-traitant), doit fournir à la fois son DUME et un DUME distinct pour chacune des entités auxquelles il fait appel. En cas de groupement d'opérateurs économiques, un DUME distinct doit être remis pour chacun des cotraitants.

Les DUME de chacun des opérateurs devront contenir les informations demandées **dans la partie I, dans les sections A et B de la partie II, dans les sections de la partie III, IV et VI.**

Les candidats qui souhaitent réutiliser un DUME déjà utilisé dans une procédure antérieure devront confirmer que les informations qui y figurent sont toujours valables en application de l'article R2143-4 3ème alinéa du Code de la commande publique et que ces informations soient adaptées aux exigences de l'acheteur.

Pièces de l'offre : Libellés	Signature
Le bordereau des prix unitaires (BPU) pour chacun des lots dûment complétés.	Non
Le détail quantitatif estimatif (DQE) pour chacun des lots dûment complété.	Non
Le mémoire justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat (utiliser, pour la réponse, la trame prévue à cet effet). En cas d'absence ou de réponse incomplète sur l'un des éléments du mémoire, il en sera tenu compte dans la notation (jusqu'à la possibilité d'affecter une note nulle) sans que cela n'entraîne pour autant l'irrégularité de l'offre.	Non
Les fiches techniques correspondant aux produits et prestations proposés par le candidat	Non
Extraits du catalogue des prix du fournisseur, relatifs aux articles présents dans le DQE (tarif public ou en l'absence de ce dernier, devis ou facture émanant du constructeur pour les pièces faisant l'objet du DQE)	Non
En cas de sous-traitance, DC4 dûment complété.	Non

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

Les candidats pourront communiquer à l'appui de leur offre, les copies des tarifs des fabricants à la page des articles concernés, des devis établis par ces derniers, ou toutes autres pièces justificatives permettant à l'administration de s'assurer que les prix de base proposés sont ceux pratiqués à l'ensemble de la clientèle dudit fabricant, auxquels auront été appliqués les taux de remise ou de majoration prévus au BPU pour la famille d'articles concernée. Ces extraits tarifaires devront être dans un format non modifiable (PDF ou équivalent), être à l'en-tête du fabricant ou revêtus de son tampon.

## **6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis**

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.



## 6.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://marches.departement13.fr>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

### **Conditions envoi copie de sauvegarde :**

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier.

L'enveloppe portera obligatoirement la mention :

"Marché pour ....

Copie de sauvegarde de l'offre déposée électroniquement

en date du ..... à .....heure(s) .....minute(s)..... seconde(s)

NE PAS OUVRIR"

N° SIRET.....

Cette copie devra être remise contre récépissé du lundi au vendredi, de 8h30 à 12h00 et de 14h00 à 16h00 ou envoyée par pli recommandé avec avis de réception à l'adresse suivante :

Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

SAM-MG

Bureau B6020

Hôtel du Département

52, Avenue de Saint Just

13256 MARSEILLE CEDEX 20

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

## 6.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

## 7 - Examen des candidatures et des offres

### 7.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai approprié et identique pour tous.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

L'acheteur vérifie les informations qui figurent dans la candidature, y compris en ce qui concerne les opérateurs économiques sur les capacités desquels le candidat s'appuie. A ce titre, les candidats devront fournir, dans un délai qui leur sera précisé par courrier ou par voie électronique, tout document justificatif et autre moyen de preuve justifiant de leur aptitude à exercer l'activité professionnelle, de leur capacité économique et financière et de leurs capacités techniques et professionnelles au regard des exigences fixées au présent Règlement de consultation.

### 7.2 - Critères de jugement des candidatures

#### - Conformité aux obligations légales, fiscales et sociales.

Il s'agit de vérifier, conformément aux articles R2143-3 1° et R2143-4 du Code de la commande publique, que les candidats (chacun des membres du groupement et des éventuels sous-traitants) attestent d'une régularité de situation sur les plans légaux, sociaux et fiscaux.

#### - Aptitude à exercer l'activité professionnelle, la capacité économique et financière et les capacités techniques et professionnelles du candidat conformément aux articles R2142-2, R2142-5 à R2142-14, R2142-25, R2143-11, R2143-12 et R2143-16 du Code de la commande publique.

### 7.3 - Attribution des accords-cadres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres. L'offre jugée économiquement la plus avantageuse sera celle qui se verra attribuer le total le plus élevé après pondération.

Dans l'hypothèse où seule (s) une (ou des) offre (s) techniquement insuffisante (s) ou financièrement trop coûteuse (s) serait (aient) présentée (s), le marché pourrait ne pas être attribué et la procédure pourrait être déclarée sans suite par le Pouvoir Adjudicateur.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Pour tous les lots

Critères	Pondération
1-PRIX	80.0 %
2-QUALITE DU SERVICE	20.0 %

Pour les 3 lots, les éléments de conformité des offres sont les suivants :

- Au titre des moyens humains minimum affectés à l'exécution de l'accord-cadre: un correspondant titulaire et un correspondant suppléant: ils seront chargés de la gestion commerciale et technique des prestations tout au long de l'exécution de l'accord-cadre;
- Au titre de la « qualité », les exigences sont à minima de permettre aux équipes techniques et comptables du Département de disposer :
  - d'un numéro de hotline en appui-conseil afin d'identifier et référencer les pièces détachées et/ou les prestations requises et/ou proposer de solutions alternatives lors de besoins spécifiques, avoir des informations fiables sur les délais prévisionnels de livraison ou d'approvisionnement ou de réparation, alerter lors de retard ..., assurer le suivi tarifaire, informer dans des délais raisonnables des évolutions tarifaires, assurer le suivi des commandes ;
  - des coordonnées d'un interlocuteur dédié sensibilisé aux contraintes du marché afin d'assurer un suivi de gestion et de facturation.
- Au titre de la durée de la garantie commerciale : celle proposée hors durée de garantie légale de conformité.
- Au titre des délais :
  - délai de livraison des fournitures : maximum 10 jours ouvrés dans les locaux du Département 13 ;
  - délai de prise en charge des interventions : maximum 4 jours ouvrés pour effectuer la prise en charge du véhicule à réparer ;
  - délai de présentation du devis pour les pièces détachées: maximum 5 jours ouvrés ;
  - délai de présentation d'un diagnostic de réparation avec chiffrage financier: maximum 5 jours ouvrés.

Si les offres sont conformes, elles seront jugées sur la base des critères suivants :

1) Critère 1 : PRIX (80 %)

La notation se fera par application de la formule suivante :

$$N(i) = 80 \times [P(m) / P(i)]$$

dans laquelle : N(i) est la note attribuée à l'offre du candidat (i), P(i) est le prix de l'offre du candidat (i), soit le montant total. P(m) est le prix de l'offre la moins-disante.

Chaque note sera attribuée sur la base du prix figurant dans le Devis Quantitatif Estimatif selon la formule qui suit :  $80 \times (\text{le montant de l'offre la moins disante} / \text{le montant de l'offre du candidat})$  - Quel que soit le résultat de ce calcul, la note maximale "plafond" attribuable est de 80/80.

2) Critère 2 : QUALITE DU SERVICE (20%), composée des 3 sous-critères suivants:

-SC1 (Sur 10) : Qualité de l'accompagnement (le candidat doit expliquer les moyens qu'il mettra en œuvre afin de respecter la qualité de l'accompagnement technique et administratif) notée sur 10 sur la base du développement des éléments suivants :

- a) appui-conseil,
  - b) assurer le suivi tarifaire,
  - c) assurer un suivi de gestion de la facturation,
  - d) améliorer le retour sur expérience,
  - e) donner des exemples de tableaux de bord et de reporting.
- (Cf. la trame de mémoire pour les 5 items devant être développés.)

**Chaque élément sera noté sur 0/ 0,25 /0,50 /0,75 ou 1 pour donner un total sur 5 avant pondération**

-SC2: DELAI de présentation du devis pour les pièces détachées (il est fixé un Délai maximum de 5 jours ouvrés) : Noté sur 5 selon la formule suivante :  
 $5 \times (\text{meilleur délai} / \text{délai du candidat})$

-SC3: DELAI de présentation d'un diagnostic de réparation avec chiffrage financier (il est fixé un Délai maximum de 5 jours ouvrés) : Noté sur 5 selon la formule suivante :  
 $5 \times (\text{meilleur délai} / \text{délai du candidat})$

Le candidat ayant obtenu le nombre de points le plus élevé à ce critère se verra ensuite attribuer la meilleure note (20) et l'ensemble des notes sera recalculé au moyen de la formule suivante :

$$N(i) = 20 \times (NM(i)/NM(m))$$

Dans laquelle :

N(i) est la note « Qualité du service » attribuée à l'offre du candidat

NM(i) est la note « Qualité du service » du candidat (i)

NM(m) est la note du candidat ayant eu la meilleure note.

Ce qui signifie que le candidat ayant eu la meilleure offre « Qualité du service » se verra attribuer 20 points.

Lors de l'examen des offres, une vérification matérielle des offres de prix des candidats sera effectuée. Dans le cas de discordance constatée dans une offre, les prix indiqués dans le bordereau des prix prévaudront et les erreurs de multiplication ou d'addition qui seraient constatées dans le détail quantitatif estimatif seront rectifiées.

Pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du détail quantitatif estimatif qui sera pris en compte.

#### **7.4 - Suite à donner à la consultation**

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le candidat individuel ou en cas de groupement, chaque membre du groupement, et le(s) éventuel(s) sous-traitant(s) justifie ne pas être dans un des motifs d'exclusion. A ce titre il devra remettre, dans un délai qui lui sera précisé ou par voie électronique les certificats et attestations des articles R2143-6 à R2143-10 et R2143-16 du Code de la commande publique.

Par ailleurs:

Le candidat qui est établi hors de France et qui envisage de détacher temporairement un salarié sur le territoire national pour l'exécution de ce marché doit en informer le pouvoir adjudicateur et fournir, avant le début de détachement, en application des articles L.1262-4 et R.1263-12 du Code du travail, les documents ci-après:

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité territoriale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R1263-3-1, R.1263-4-1 et R.1263-6-1 du Code du travail.

- Une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R.1263-2-2 du Code du travail.

Afin de simplifier le dépôt des offres, les candidats ne sont plus tenus de signer l'offre présentée. En revanche, l'acte d'engagement signé sera exigé du seul candidat auquel est envisagé d'attribuer le marché qui devra strictement se conformer à l'offre qu'il aura déposée et pour laquelle il est engagé. A cet effet, le pouvoir adjudicateur renseignera l'acte d'engagement avant de l'adresser, par voie électronique au travers du profil d'acheteur, non revêtu de sa signature, au candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché. Celui-ci remplira alors les rubriques qui n'ont pu être renseignées par le pouvoir adjudicateur, le signera manuscritement et le retournera via le profil d'acheteur à ce dernier, dans un délai qui lui sera précisé par voie électronique. Dans le cas où l'attributaire pressenti ne signerait pas son offre dans le délai imparti, le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après pourra être sollicité directement.

## **8 - Renseignements complémentaires**

### **8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact**

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://marches.departement13.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

### **8.2 - Procédures de recours**

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Marseille 31 Rue Jean François Leca 13002 MARSEILLE

Courriel : [greffe.ta-marseille@juradm.fr](mailto:greffe.ta-marseille@juradm.fr)

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à : Tribunal Administratif de Marseille 31 rue Jean-François Leca

13235 MARSEILLE CEDEX 2

Tél : 04 91 13 48 13 Télécopie : 04 91 81 13 89

Courriel : [greffe.ta-marseille@juradm.fr](mailto:greffe.ta-marseille@juradm.fr)

## **9 - Clauses complémentaires**

Budget de fonctionnement.

Les consommations annuelles s'élèvent à (montant TTC):

Lot n°1 MARSEILLE :

1ère année : 2018/2019 : 4 295,37 €

2è année : 2019/2020: 3 010,63 €

3è année : 2020/2021 : 11 534,21 €

4è année : 2021/ 1er trimestre 2022 : 3 665,95 €

Lot n°2 LAMBESC :

1ère année : 2017/2018 : 1 293,54 €

2è année : 2018/2019 : 3 016,52

3è année : 2019/2020 : 11 017,75 €

4è année : 2020/2021 : 4 020,24 €

Lot n°3 : ARLES

1ère année : 2017/2018 : 8 604,06 €

2è année : 2018/2019 : 2 720,49 €

3è année : 2019/2020 : 2 171,50 €

4è année : 2020/2021 : 668,35 €

L'estimation correspond au montant du DQE de chaque lot.

L'avis d'appel public à la concurrence a été envoyé à la publication le 1/07/2022.